

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 290

vendredi 20 juin 1975

LA CLIQUE BREJNEV ET SES AGENTS :

A Lisbonne, l'affaire du Republica vient donc de connaître de nouveaux développements. S'appuyant sur une poignée de gens et multipliant les intrigues secrètes, le parti soi-disant communiste d'Alvaro Cunhal a empêché la reparation du quotidien socialiste alors même qu'un accord était intervenu entre le Parti socialiste portugais et le Conseil de la révolution. Le doute n'est pas possible : ce n'est ni soutenu par la classe ouvrière ni par les larges masses populaires que le P«C»P a «monté» son opération : le peuple portugais avide de liberté et d'indépendance nationale a suffisamment démontré, notamment lors des élections, qu'il n'accorderait pas de crédit aux faux-communistes du P«C»P.

C'est que ceux-ci sont largement financés par la clique Brejnev qui les utilise dans sa rivalité acharnée avec les États-Unis : en ce sens l'interdiction du «Republica» par les révisionnistes portugais, ce n'est ni plus ni moins que l'aveu ouvert des ambitions du social-impérialisme russe sur le flanc sud de l'Europe. Pour atteindre leur objectif les expansionnistes soviétiques ont besoin de soumettre le peuple portugais à un ordre social-fasciste.

A Paris, les dirigeants du P«C»F qui se démenèrent tant pour interdire le Parti communiste marxiste-léniniste de France, pour faire voter la loi «anticasseurs», pour condamner Pierre Overney, n'ont jamais fait tant de tapage sur les «libertés». Plus elles sont bafouées par des gens de leur espèce, plus ils ont besoin d'apparaître comme de bons gros démocrates inoffensifs. C'est une chose bien connue : ce sont les ennemis de la liberté qui se présentent toujours en champion des libertés. Les fascistes ancienne manière ont toujours agi ainsi et il est normal que les fascistes nouvelle manière suivent leur trace.

Mais aujourd'hui nous lançons un appel pressant à tous ceux qui sont désireux de défendre l'indépendance nationale et la liberté des peuples européens, et particulièrement aux militants et sympathisants du Parti socialiste : croyez-vous que l'on puisse à la fois vouloir défendre les libertés et serrer la main à leurs ennemis comme le fait Mitterrand aujourd'hui ? Croyez-vous que l'on puisse parler de solidarité des peuples contre le fascisme et ne pas parler aussi de solidarité des peuples contre le social-fascisme ? Cette solidarité là est aussi indispensable que la solidarité d'hier avec l'Espagne républicaine. Le honteux abandon de Blum ne doit jamais être oublié. Ceux qui reprendraient son chemin amèneraient la France et l'Europe à un épisode aussi sombre que celui de 1940. Voilà pourquoi nous, marxistes-léninistes, nous soutenons fermement la lutte du peuple portugais contre le social-fascisme et le social-impérialisme. Et défendrons fermement, même si Mitterrand ne le fait pas, la liberté d'expression pour le peuple portugais.

Henri JOUR

DES ENNEMIS DE LA LIBERTE



Aux negociations de Beauvais

LES LADS ONT GAGNE

Seule la lutte paie. Les lads de Chantilly viennent encore d'en faire l'expérience.

Mercredi des négociations ont eu lieu à Beauvais, sous la présidence de l'Inspecteur des lois sociales de l'agriculture de l'Oise, entre les deux délégués syndicaux des lads, Gehin et Lorusso, et les entraîneurs en l'absence du président de leur syndicat.

Elles ont abouti. Désormais, les lads ne s'occuperont plus que de trois chevaux, les entraîneurs devront remédier au manque d'effectifs pour éviter la surcharge de travail, la qualification professionnelle des lads est reconnue, notamment le brevet agricole d'aptitude hippique, la majoration de 27 centimes après les cinq années d'apprentissage est acceptée. Enfin, les licenciements des deux délégués syndicaux ont été annulés.

L'URSS MENACE LE JAPON

L'Agence Tass a diffusé le 18 juin une déclaration des sociaux-impérialistes russes menaçant le Japon, afin de s'opposer à la signature d'un traité de paix entre le Japon et la Chine.

Les sociaux-impérialistes, qui occupent les îles appartenant au Japon, qui le menacent militairement, avec leur flotte de guerre et leur armement nucléaire, montrent ainsi un peu plus leur volonté d'hégémonie en intervenant grossièrement dans les affaires intérieures du Japon, en prétendant lui

dicter sa politique. Ils craignent par-dessus tout qu'en signant un traité de paix avec la Chine, le Japon puisse renforcer sa volonté d'indépendance. Ils cherchent également, par la menace, à poursuivre leur politique d'isolement de la Chine qui a été d'échec en échec devant la volonté d'indépendance des pays de la région.

«L'Humanité» du 19 juin, sous le titre «Mise en garde soviétique au Japon» appuie les menaces du social-impérialisme montrant ainsi plus clairement le rôle de valets des révisionnistes français.

L'agence télégraphique albanaise
publie un message du PCMLF (PAGE 2)

LE SECOND MONDE EN PROIE A UNE CRISE SANS PRECEDENT

La crise économique n'épargne plus aucun pays capitaliste. Elle est particulièrement spectaculaire dans les pays capitalistes les plus développés.

C'est ainsi qu'au Japon, le commerce extérieur est en chute rapide comme le montrent les statistiques publiées par le ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie. La valeur globale des licences d'exportation a été réduite de 3,1 % en mai dernier par rapport au mois d'avril et de 7,1 % en comparaison de la même époque de l'année dernière. C'est la plus grande chute enregistrée dans les exportations du Japon depuis 12 ans. Elle touche notamment des secteurs comme la construction électrique et électronique, industrie de pointe dans ce pays. Rien que pour l'exportation de postes de télévision, d'appareils photographiques et de transistors, la baisse a été de 15 à 35 % en un an.

De même en Allemagne de l'Ouest, la crise continue de s'aggraver. En avril dernier, la production industrielle a été inférieure de 5,2 % par rapport à mars 1975, enregistrant donc une baisse de 12,9 % par rapport à avril 1974. Parmi les secteurs les plus touchés, le «Bild Zeitung» relève la construction du bâtiment, la chimie où les horaires vont être à nouveau raccourcis et

l'industrie électrique. De même les exportations ont diminué, en avril le surplus de la balance commerciale a été de 19 % plus petit qu'en mars, et de 38,6 % plus petit qu'au mois d'avril 1974.

En Italie, l'activité industrielle a officiellement chuté de 14,6 % en mars dernier par rapport à mars 1974. La récession frappe particulièrement l'automobile, la chimie (moins 37,4 %) et le bâtiment (moins 42 %).

A l'aggravation de leurs conditions d'existence ...

La bourgeoisie monopoliste tente toujours plus de faire reposer sur les épaules des travailleurs le poids de la crise.

Ainsi, en Suisse, selon les statistiques officielles, il y avait fin mai 1975, 6 527 chômeurs contre 5 661 fin avril et 64 l'an passé à la même époque. Le taux de chômage a donc plus que centuplé. Encore ces chiffres sont-ils en dessous de la vérité puisque les inscriptions au chômage ne sont obligatoires ni pour les travailleurs ni pour les patrons, et puisqu'ils n'incluent pas les travailleurs immigrés dont un grand nombre ont été chassés.

De même en RFA le nombre de chômeurs a dépassé 1 017 000 en

mai dernier, enregistrant une augmentation de 0,3 % par rapport au mois d'avril. Quant au chômage partiel, le nombre des travailleurs qu'il a touchés en mai dernier a dépassé 920 000. Selon toutes les informations, la situation de l'emploi devrait continuer à se dégrader particulièrement dans le secteur du bâtiment où l'on prévoit que 100 000 ouvriers seront licenciés d'ici 1976.

En Italie, l'inflation a été de 1,3 % en moyenne au cours du premier trimestre de cette année. Au nombre de 1 200 000 chômeurs, il faut en ajouter 800 000 qui ne travaillent qu'à temps partiel.

... les travailleurs ripostent toujours plus massivement

Dans cette situation où la dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière et des masses populaires est permanente, où, en même temps, les conditions de travail sont chaque jour plus pénibles, il est inévitable que les masses populaires se dressent toujours plus aux côtés de la classe ouvrière dans de grands mouvements anticapitalistes.

En Angleterre alors que l'inflation voisine toujours les 25 %, 10 000 ouvriers de la firme automobile

«British Leyland» se sont mis en grève le 16 juin pour arracher des augmentations de salaires. Neuf usines sont touchées par ce mouvement et toute la production est paralysée.

En Belgique, il y a une semaine, ce sont 700 000 travailleurs indépendants qui se sont mis en grève pendant 24 heures pour protester contre l'inflation galopante et l'augmentation des taxes. Les magasins, restaurants, cafés ont baissé leurs grilles, les hôpitaux n'ont assuré qu'un service minimum. Dans la plupart des villes et villages l'activité a été presque complètement paralysée.

A Liège, une manifestation et un meeting rassemblant 2 000 personnes ont été organisés, auxquels ont participé de nombreux employés de bureau. A Bruxelles, les conducteurs de camions-citernes ont défilé dans les rues, et distribué un grand nombre de tracts pour affirmer leur solidarité avec les travailleurs indépendants en grève.

Cette journée de grève suivie par la grande majorité des travailleurs indépendants de Belgique au moment même où la classe ouvrière entre massivement en lutte contre le chômage, annonce un développement sans précédent du mouvement de masse en Belgique.

L'agence télégraphique albanaise publie un message du PCMLF

L'Agence télégraphique albanaise a publié le 13 juin la dépêche suivante :

Le camarade Enver Hodja, le Parti du travail d'Albanie ont reçu la salutation suivante du Parti communiste marxiste-léniniste de France :

«Le Parti communiste marxiste-léniniste de France, réuni en son 2e Congrès, salue chaleureusement le glorieux Parti du travail d'Albanie, avec à sa tête l'éminent marxiste-léniniste, le camarade Enver Hodja, et le peuple albanais qui marche de l'avant avec bravoure dans l'édification du socialisme, tenant d'une main la pioche, de l'autre le fusil. A l'heure actuelle, les deux superpuissances hégémoniques, les USA et l'URSS, menacent sérieusement les peuples du monde. Dans la lutte contre les deux superpuissances pour la révolution socialiste mondiale, l'unité des partis marxistes-léninistes, aux premiers rangs desquels se trouvent le glorieux Parti du travail d'Albanie et le glorieux Parti communiste chinois, est un solide garant de la victoire.

«L'exemple du peuple albanais qui, au cours des siècles, de Scanderbeg aux partisans héroïques de la lutte contre les nazi-fascistes, a mené une lutte inflexible contre les occupants, est une grande source d'inspi-

ration pour notre peuple, ainsi que pour tous les peuples du monde.

«Aujourd'hui, alors qu'une troisième guerre mondiale est devenue un danger menaçant, l'Europe représente le principal objectif de la rivalité des deux superpuissances. L'appel lancé par le camarade Enver Hodja dans son discours d'octobre 1974, pour l'unité des peuples et des pays balkaniques, constitue une riche contribution à la réalisation de l'unité des peuples et des pays d'Europe contre les deux superpuissances.

«Nous saluons les grands succès enregistrés par le peuple albanais sous la direction du Parti du travail d'Albanie, dans la consolidation de la dictature du prolétariat, du point de vue idéologique, politique, économique et culturel. Le mouvement pour la révolutionnarisation de toute la vie du pays forme un homme nouveau socialiste et il fait de l'Albanie une citadelle inexpugnable du socialisme en Europe. C'est le résultat de la lutte incessante et sans compromis menée par le Parti du travail d'Albanie, avec le camarade Enver Hodja en tête, contre le révisionnisme moderne, soit pour conjurer le danger de la restauration du capitalisme dans le pays, soit pour s'opposer fermement à toutes les pressions et menaces venant de l'extérieur, et particulièrement du social-impérialisme soviétique.

Un avion israélien abattu par la DCA palestinienne

Les sionistes israéliens ont à nouveau agressé le sud Liban, bombardant plusieurs villages durant une demi-heure, faisant un tué et trois blessés parmi la population.

Les forces armées libanaises ont immédiatement riposté, pilonnant les points de concentration de l'artillerie israélienne.

Par ailleurs l'Agence de presse palestinienne «Wafa» rapporte que, au même moment, les fedayin ont répliqué vivement aux agressions, de concert avec l'armée libanaise. Au cours du combat, la DCA libanaise a abattu un appareil israélien du type «Phantom» qui s'est écrasé non loin de la frontière libanaise.

LE PREMIER MINISTRE BELGE SOUTIENT L'UNION MILITAIRE EUROPEENNE

Dans une communication présentée au parlement, le premier ministre belge Léo Tindemans, a insisté sur la nécessité pour la Belgique de maintenir et d'améliorer la défense.

Il a expliqué aux parlementaires le plan de remplacement des avions militaires belges : le gouvernement belge «ne dissocie jamais sa politique de défense de sa volonté de réaliser une politique effective de détente en Europe. (...) Comme vous le savez, il existe sur le plan des forces terrestres, une forte disproportion des effectifs en présence en faveur de l'Union soviétique et de ses alliés. (...) Malgré tous nos efforts et malgré des sondages bilatéraux que nous avons opérés auprès de certains États du Pacte de Varsovie, ceux-ci rejettent jusqu'à présent l'idée de ramener les forces terrestres à un plafond identique de part et d'autre. (...) Dans ces conditions, il n'a pas été possible de faire une autre offre que celle du gel des forces aériennes, au niveau qu'elles connaissent actuellement.» Le premier ministre belge a indiqué que l'Union européenne devait inclure l'union sur le plan de la défense. Il a précisé : «L'Union

européenne ne pourra atteindre tous ses objectifs si les problèmes de la sécurité européenne ne sont pas abordés.» Il a exprimé son désaccord avec le point de vue suivant : comme l'idée d'une défense ouest-européenne est de nature à inquiéter l'Union soviétique, il n'est pas approprié de discuter actuellement ce problème. Il a affirmé : «Le développement de l'unification européenne doit se faire sur des mérites propres et ne peut dépendre de l'approbation d'autorités extérieures quelles qu'elles soient et quelle que soit leur importance.»

Le premier ministre belge a souligné : «La sécurité de l'Europe ne serait valablement assurée que si l'Europe unie prenait sa part des responsabilités. Je continue à croire que le bon fonctionnement de l'Alliance atlantique postule un équilibre entre les contributions européennes et américaines. Le partnership auquel j'aspire ne sera réalisé que lorsqu'il existera véritablement dans l'Alliance atlantique, en regard du pilier américain, un pilier européen représentant la somme des efforts de défense des États européens.»

La Grèce demande a adhérer a la CEE

L'ambassadeur grec auprès de la Communauté économique européenne à Bruxelles, Stefanos Stathatos, a remis le 12 juin au président du conseil des ministres de la CEE la lettre de Constantin Caramanlis, Premier ministre grec, sur la demande d'adhésion de la Grèce à la CEE.

Brendan Dillon, ambassadeur d'Irlande auprès de la CEE, qui assu-

re actuellement la présidence du conseil des ministres de la Communauté, a fait remarquer à ce sujet : «Une semaine à peine après le référendum britannique, la communauté se trouve à nouveau devant un événement historique d'une portée considérable. La plupart des pays membres ont accueilli très favorablement cette demande d'adhésion.

EDF-GDF Murat-Messine

SOUTENONS LA JUSTE LUTTE DU PERSONNEL
DES CANTINES POUR SA TITULARISATION

L'action du personnel des cantines pour obtenir sa titularisation en tant qu'agents EDF-GDF, entreprise depuis le début du mois de juin, se développe. A chaque manifestation, c'est environ 300 travailleurs des cantines de toute la région parisienne qui ont montré leur ferme détermination. Le personnel des cantines est prêt à amplifier l'action, y compris par la grève, pour obtenir satisfaction. Les communistes marxistes-léninistes soutiennent totalement la juste lutte du personnel des cantines et s'engagent à tout faire pour qu'il soit enfin titularisé.

Mais comment obtenir la victoire ?

Le personnel des cantines, pour vaincre, doit s'unir et agir dans l'unité, pour arracher au ministère et aux directions générales leur titularisation. Mais il doit, en même temps balayer tous ceux qui s'opposent à cette lutte, c'est-à-dire les dirigeants révisionnistes de la CGT, les dirigeants du soi-disant Parti « communiste » français.

Pourquoi ?

Ceux-ci, lors de la manifestation du 5 juin, puis dans un tract le 10 juin, veulent faire croire qu'ils sont pour la titularisation, alors que depuis 20 ans (décret de 1955) ils n'ont rien fait... sauf (ils l'avaient eux-mêmes) 5 lettres au ministère (en 63, 64, 67, 74 et 75). Ils n'ont jamais mobilisé le personnel.

Et maintenant que le personnel est mobilisé, ils font tout pour saboter : la manifestation du 5 juin à Murat, comme la réunion du 10 à la CCAS ont eu lieu, alors qu'ils ont tout fait pour les empêcher ; plus précisément, ils ont téléphoné dans plusieurs cantines en disant que la réunion à la CCAS était annulée, ou qu'ils suffisait d'envoyer un délégué par cantine.

Voyant le personnel des cantines les démasquer de plus en plus, ces dirigeants révisionnistes attaquent violemment tous ceux qui soutiennent réellement le personnel et, entre autres, les communistes marxistes-léninistes regroupés autour de l'Humanité-Rouge. Ils traitent les camarades de « diviseurs », de « suppôts du pouvoir », d'« irresponsables qui se disent vos défenseurs », etc. pour terminer sur... « la CGT des HCR est la seule organisation vraiment représentative des personnels des restaurants : c'est avec elle que doit être menée l'action ». Mais, au fait, de quelle action s'agit-il ? Sans doute

de celle qu'ils osent rappeler au début soit 5 lettres au ministre !

Par ce tract, les dirigeants révisionnistes ont avoué d'eux-mêmes qu'ils perdaient leur sang froid, et ceci parce qu'ils sont de plus en plus désavoués par les travailleurs. Il est bien clair en effet que les dirigeants révisionnistes n'ont jamais rien fait pour la titularisation et qu'ils se sont toujours comportés comme de véritables patrons vis-à-vis du personnel. Et c'est parce qu'ils se savent reconnus comme tels qu'aujourd'hui ils ont recouru à la seule arme qui leur reste : l'injure et la calomnie, significative d'ailleurs de leur grande faiblesse.

Où, il ne faut pas s'y tromper : les dirigeants révisionnistes ne veulent effectivement pas de la titularisation du personnel. En effet, celle-ci entraînerait pour eux une chose qu'ils ne peuvent accepter : la perte totale du contrôle et de l'encadrement du personnel. Et dans la situation actuelle, comme nous l'avons déjà expliqué, les deux superpuissances, USA et URSS, rivalisent, dans une lutte acharnée, pour un nouveau repartage du monde. L'URSS, superpuissance la plus agressive, dispose d'agents entièrement à sa solde : les dirigeants révisionnistes de la CGT et du P.C.F.

Et, pour favoriser les visées expansionnistes de leurs maîtres de Moscou, les pontes révisionnistes ont besoin de contrôler et d'encadrer l'ensemble de la classe ouvrière et du peuple afin de mieux les soumettre et les empêcher de résister à l'agresseur.

C'est pourquoi, au niveau des cantines, ils feront tout pour saboter l'action actuellement en cours, comme ils le font à chaque fois qu'ils ne sont pas maîtres de la situation.

Pour faire céder les directions et le ministère, pour la victoire des revendications du personnel de la cantine, il faudra mener une lutte dure et sûrement longue. Mais cette victoire ne pourra être obtenue que si nous restons très vigilants face aux tentatives de sabotage et de récupération de la lutte par les dirigeants révisionnistes. Se mettre à leur remorque, suivre leur ligne politique, c'est à coup sûr aller vers l'échec. Nous devons au contraire les dénoncer pour ce qu'ils sont : des traîtres à la nation, des traîtres au prolétariat.

Les communistes marxistes-léninistes d'EDF-GDF
Murat-Messine

SECURITE SOCIALE

ECHEC DE LA LIGNE REVISIONNISTE

A la Sécurité sociale, les conditions de travail (rendement, manque d'effectifs, locaux quelquefois encore vétustes) et les salaires de misère (1 300 F à l'embauche, 1 600 après un à deux ans de présence pour un guichetier) font que le mécontentement est grand et que le personnel dans son immense majorité est prêt à se mobiliser pour les 1 700 F à l'embauche, des conditions de travail décentes et une augmentation des effectifs. Une grève de 48 h avait été assez largement suivie en avril, tandis que dans différents services sont menées des actions sur tel ou tel problème.

Le 30 mai dernier, a eu lieu à Paris un rassemblement national du personnel des organismes sociaux (Sécurité Sociale, URSSAF, Allocations familiales...), à l'appel des syndicats CGT, CFDT, FO, CFTC. Nous avons distribué un tract sur la manifestation, qui dénonçait l'aspect démobilisateur et diviseur de ce genre d'action (un jour de grève décidé par

les états-majors syndicaux sans mobilisation à la base) et surtout qui expliquait comment la clique Leroy-Marchais du P.C.F. cherchait à dévoyer notre lutte, voulant nous utiliser comme masse de manœuvre pour arriver au pouvoir et livrer le pays aux appétits impérialistes de Brejnev.

Nous avons dans le même temps fait circuler une pétition parmi les syndicats CGT et le personnel de notre circonscription administrative, protestant contre la façon dont avait été menée la grève du 30 mai et exigeant une réponse dans les faits.

La réaction des dirigeants CGT (membres du P.C.F.) de la circonscription ne s'est pas fait attendre, d'autant plus que la grève a été un échec sur la région parisienne (26 % de grévistes à la CPCAMRP, et 27 % avec les autres organismes : CAF, URSSAF, UNCANS...). Sous l'impulsion du P.C.F., les responsables révisionnistes de la CGT ont multiplié les tournées dans les centres pour essayer de démontrer leur attachement à la démocratie syndicale et le souci de l'opinion du personnel !

ment à la démocratie syndicale et le souci de l'opinion du personnel !

Au cours d'une de ces tournées, le secrétaire du syndicat est allé jusqu'à déclarer à une camarade, en présence de ses chefs, qu'il y en avait marre d'HR et des activités « anticommunistes » dans la CGT.

Et à la commission exécutive de la section syndicale, qui a suivi la grève, les révisionnistes largement majoritaires (la CGT étant par ailleurs quasi hégémonique sur notre circonscription) se sont déchaînés contre nous. Un camarade a dû faire face pendant plusieurs heures aux attaques des autres militants. Le tract et la pétition étaient inacceptables pour nos révisionnistes.

Finalement des éléments du parti révisionniste qui dirigent la section syndicale ont invoqué eux-mêmes les statuts de la CGT pour éviter notre exclusion. La réunion s'est terminée par une dispute, devant les yeux du camarade, entre membres du P.C.F. sur la tactique à adopter vis-à-vis des communistes marxistes-léninistes de l'entreprise. Et sur l'avis que nous en profiterions trop s'ils nous excluaient, ils ont reporté la décision à une prochaine C.E. où tous les militants seront présents.

Cette expérience montre d'une part que les dirigeants révisionnistes ont tiré les leçons des exclusions antistatutaires qui se retournaient contre eux, et que surtout notre liaison avec nos collègues de travail et le bon accueil fait à notre pétition ont fait qu'ils se sont trouvés isolés. Ils en ont été amenés à reprendre certaines de nos critiques à leur compte (nécessité de l'unité à la base, abandon des grèves-bidons de 24 h), tout en entretenant une offensive sur le plan p

A charge pour nous de largir notre dénonciation : celle du révisionnisme, faute de quoi notre opposition serait récupérée. C'est une nécessité pour faire aboutir les revendications que les travailleurs prennent conscience de la nature d'un parti qui n'a plus rien de communiste et qui éprouve de plus en plus de difficultés à faire passer sa condamnation.

Correspondant H.R.

EDITIONS N.B.E.

Le tome I des œuvres de STALINE en 18 volumes est paru.

Il comporte les écrits de la période 1901-1907 dont :

- Comment la social-démocratie comprend-elle la question nationale ?
- Classe des prolétaires et parti des prolétaires.
- Coup d'œil rapide sur les divergences dans le Parti.
- Anarchisme ou socialisme.

STALINE Tome I
broché : 29,00 F
relié : 39,00 F

En vente aux librairies

LES HERBES SAUVAGES
70 Rue de Belleville
75020 Paris

LA FORCE DU LIVRE
33 Rue René Leynaud
69001 Lyon

ATTENTION

La souscription N.B.E. pour les œuvres de Staline est prolongée jusqu'au 1er septembre au nouveau tarif : comptant 500 F — En main : 12 x 50 F. Adressez-vous directement à NBE, ou aux librairies « Herbes sauvages » et « Force du livre ».

A GRENOBLE LES HABITANTS MANIFESTENT AU 36^e CONGRES DES H.L.M.

Du vendredi 6 juin au lundi 9, s'est tenu à Grenoble le 36^e congrès des H.L.M. réunissant les responsables nationaux et locaux des principaux organismes du logement «dit» social.

C'était aussi l'occasion offerte aux fabricants de matériaux de constructions d'exposer leurs dernières «nouveau»s. Cette luxueuse Foire du Logement entourant le congrès rappelle à tous les habitants que le logement dit «social» est en France l'affaire des capitalistes et que les problèmes du logement ne sauraient trouver une solution sans une lutte massive des travailleurs.

C'est ce que comprennent de plus en plus de nombreux habitants.

Ainsi à Grenoble, le samedi 7, à l'appel de différents groupes de quartier, dont l'Association du quartier Teisseire, le comité de grève des loyers de Villeneuve, l'Union de quartier Village Olympique, l'Union de quartier Mistral, et d'autres quartiers populaires, une centaine d'habitants se sont regroupés devant le palais des Congrès.

Alors que les responsables socialistes et apparentés tels Dubedout et Demers, président de l'Union nationale du logement, ennuyés, proposaient de recevoir une délégation restreinte par une petite porte, les habitants ont exigé et obtenu d'être reçus tous ensemble et par la grande porte.

Les habitants se servant du congrès comme d'une tribune ont exprimé leurs revendications :

- baisse de 35 % du chauffage
- travaux d'isolation à faire avec les plus-values réalisées par la société de chauffage
- annulation de la dernière augmentation de janvier (10 % des loyers, 23 % des charges)
- blocage des loyers pendant 2 ans pour tous les H.L.M.

La détermination des habitants s'explique par l'acuité du problème du logement : ainsi, en 1974 par exemple, aucun logement n'a été construit à Grenoble alors qu'il y avait en attente 4 529 demandeurs de logement H.L.M., tandis qu'en 1975, pour 280 constructions seulement, il existait plus de 5 000 demandeurs.

En outre, les loyers et les charges dépassent 30 % du revenu des familles. Comme d'habitude, les plus défavorisés sont les plus touchés.

Les habitants ont lu une déclaration commune dans laquelle ils demandaient notamment aux responsables des H.L.M. de prendre des mesures concrètes améliorant les conditions d'habitation même au prix d'une gestion déficitaire. Le logement ne doit pas être une entreprise de profit, *c'est un droit pour les travailleurs*.

Quelles ont été les réponses des responsables nationaux socialistes ?

Ils ont proposé, pour résoudre les problèmes, et c'est aussi la proposition de la C.N.L. tenue par les révisionnistes, d'augmenter l'allocation logement des habitants. Ils ont aussi cherché à se dégager de toute responsabilité, affirmant que les problèmes du logement ne sauraient trouver de solution dans le cadre du congrès, laissant entendre qu'il s'agissait de questions politiques importantes que seule une victoire de l'Union de la Gauche pourrait résoudre.

Face à cela, les habitants ont fermement répondu :

- Pour ce qui concerne les allocations logement, elles sont constituées de fonds prélevés sur le salaire des travailleurs. D'une part toute augmentation des allocations revient à augmenter les ponctions sur les salaires, c'est faire payer encore une fois la crise par les travailleurs. D'autre part, cela laisse intacts tous les problèmes.

- Pour ce qui concerne les pieuses déclarations de soutien de ces socialistes et la solution miracle «Programme commun» qu'ils proposent, les habitants ont répondu tout aussi fermement : «Puisque vous êtes avec nous, refusez de gérer la crise, et démissionnez». Ce qui a fait lever les bras au ciel à M. Dubedout. En fin de compte, aux propositions de capitulation devant le révisionnisme, et de collaboration de classe avec la bourgeoisie, les habitants ont réaffirmé qu'il ne saurait y avoir de solution en dehors de la lutte de classe. Toute amélioration des conditions de vie des travailleurs doit être imposée par la lutte.

Exprimant une nouvelle fois leurs revendications et décidant ainsi de clore le débat, les habitants sont sortis en manifestation en parcourant les allées de la foire, en scandant des mots d'ordre comme : «Les profits sont ici», ou encore «A bas les marchands de ville» et «Blocage des loyers et des charges». En parcourant la foire, les habitants ont appris que des voyages touristiques en Turquie et dans d'autres pays, financés par les locataires, étaient organisés pour les congressistes.

En quittant le palais des congrès, un groupe de manifestants a rencontré des congressistes révisionnistes, sortant en voiture avec chauffeur. Des habitants les ont alors interpellés au cris de : «Alors vous partez en Turquie» ou encore «Fainéants», ce qui a rendu furieux ces messieurs qui sont alors descendus de voiture pour s'en prendre aux habitants.

Cette journée aura montré aux habitants :

- qu'ils ne doivent pas tenir les révisionnistes pour leurs amis ;
- qu'ils ne doivent rien espérer de bon du fameux Programme commun ;

En fin de compte, ils sont sortis déterminés à poursuivre leur action.

Révissionnistes et cadres supérieurs

Après Polytechnique et l'École nationale d'administration (voir H.R. No 276), c'est avec quelques élèves et surtout des anciens élèves de l'École des hautes études commerciales (HEC) de Jouy-en-Josas que la réédration de Paris du P.C.F. est allée festoyer récemment. Satisfaits de compter déjà vingt adhérents à HEC, les révisionnistes sont allés y aborder les thèmes de la situation économique de la France et de la politique du P.C.F. pour — qui sait ? — recruter quelques autres de ces futurs cadres supérieurs du commerce capitaliste.

Rapidement, sous la conduite de Guy Hermier, membre du Bureau politique révisionniste, qui, pour le coup, était devenu président de séance, rapidement donc les discussions se sont orientées sur le thème du rôle des cadres supérieurs.

Profitant de l'occasion, les représentants de la clique Leroy-Marchais ont limité au minimum les sous-entendus pour exposer leurs conceptions.

L'heure n'est plus où ils essayaient de faire croire que les cadres sont des salariés exploités comme les

autres. Aujourd'hui, les choses sont plus claires. Les révisionnistes assignent aux cadres supérieurs des tâches bien précises. Ils essaient de les gagner à eux pour s'assurer leurs loyaux services, ceci dans la perspective, à laquelle ils n'ont pas renoncé, de la venue au pouvoir d'un gouvernement de «gauche». Dans cette perspective, pour le parti bourgeois de Leroy-Marchais, les choses sont claires : il n'essiera même pas de se passer d'eux. Guy Hermier n'a-t-il pas déclaré d'un air entendu à ces gestionnaires du capitalisme et à ces élèves qui espèrent le devenir : «Vous êtes les garants de l'économie nationale et de sa gestion» ?

Cet aspect de la politique des révisionnistes vis-à-vis des cadres supérieurs n'est pas le seul. Il est même secondaire. L'aspect principal, lui, a également été exposé, mais évidemment avec beaucoup moins de clarté. Car ce que veulent les révisionnistes c'est non seulement préparer leur éventuelle accession au pouvoir, mais aussi, et surtout, mettre en place dès maintenant une sorte de noyau au sein du pouvoir. Par

l'intermédiaire de certains hauts fonctionnaires et de certains cadres supérieurs, ils espèrent pouvoir s'infiltrer dans l'appareil d'Etat bourgeois en place. Ce qu'ils visent ainsi c'est disposer des pions bien à eux pour commencer aujourd'hui à faire des pressions et à exercer un contrôle sur l'appareil d'Etat, et permettre demain de saboter toutes les mesures allant peu ou prou dans le sens de l'indépendance nationale, le tout évidemment pour le plus grand profit du social-impérialisme russe. La remarque de Guy Hermier comme quoi le rôle des cadres supérieurs prendrait toute son importance dans d'éventuelles tentatives de «sabotage» de l'économie, n'est-elle pas suspecte et lourde de menaces ?

A l'évidence, «l'offensive tous azimuts» déclenchée par le parti révisionniste français comporte aussi un volet «offensive en direction des cadres supérieurs». Et soyons-en assurés, Guy Hermier n'était pas sans arrière-pensée lorsqu'il a dit : «Nous ne sommes pas venus ici par hasard».

PS : Sous le titre «Les énarques avec nous !», un quotidien du 19 juin écrit que «l'universitaire Jacques Chambaz, député révisionniste, NDLR) de Paris, vient d'être chargé d'organiser une campagne de propagande à l'intention des élèves de l'ENA».

39^e CONGRES DE LA CGT : LA CFDT DIT NON A SÉGUY

La CFDT n'enverra pas de représentants au Congrès de la CGT qui se tiendra la semaine prochaine au Bourget, c'est ce qu'a annoncé Edmont Maire.

MARTIGUES : 4 JOURS SUR LA CHINE

Du 4 au 7 juin le comité des AAF de l'Etang de Berre a organisé «4 jours sur la Chine» à la MJC de Martigues.

Cette manifestation comprenait des expositions (panneaux photos, timbres, papiers découpés, affiches), des brochures et des revues (de l'Association et chinoises), un film, des projections de diapos, des parties de ping-pong entre pongistes de la MJC et des amis chinois résidant dans la région.

Au total cette manifestation à laquelle ont participé plus de 200 personnes a été un succès qui a permis de mieux faire connaître la Chine, de développer l'audience du comité et de le renforcer de nouveaux adhérents.

Ces quatre jours sur la Chine ont prouvé la capacité du comité de l'Etang de Berre à organiser de telles activités et sont un grand encouragement pour renouveler des initiatives semblables dans la région.

Correspondant H.R.

RECTIFICATION

Nous avons reçu récemment une lettre de critique nous reprochant de n'avoir pas parlé d'une importante initiative couronnée de succès d'un comité de l'AAFC de la banlieue nord de Paris.

Lors de la visite en France du vice-premier ministre de la République populaire de Chine, Teng Xiaoping, des militants de l'Association des amitiés franco-chinoises ont organisé à Asnières un vin d'honneur. Cette information nous étant parvenue avec un certain retard, nous n'avions pas pu la passer dans nos colonnes.

Depuis lors, une lettre apportant des précisions sur cette manifestation a permis de juger de l'importance de cet événement. Aussi passerons-nous cette information dès notre prochain huit pages, daté du 25 juin 1975.

LE NUMERO
SPECIAL DE
femmes
dans le
combat
VIENT DE PARAITRE

Il comprend les
interventions du
meeting du 13 juin
«Femmes unissons-nous»

l'ex.:1 F